



**C'est aux environs de 17 heures hier vendredi 05 juillet que l'avion transportant le Couple présidentiel en provenance de Genève en Suisse s'est posé à l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen.**

A en croire le site de la Présidence de la République du Cameroun, les populations sont sorties en masse pour réserver « un accueil des plus chaleureux au Chef de l'Etat et à la Première Dame ».

Il s'agissait de montrer à nouveau à la face du monde, l'immense capital de sympathie et d'estime dont jouit le Président de la République, S.E. Paul BIYA, auprès de son peuple. Ces populations sont venues de différentes localités du pays pour se joindre à celles de la cité capitale. Cet élan patriotique a été également observé auprès de la jeunesse camerounaise à travers sa présence remarquable dans les différents carrefours de la ville de Yaoundé et à l'esplanade de la Présidence de la République.

Le retour du Chef de l'Etat et de son épouse au Cameroun, toujours selon le site la présidence, a donné lieu à une véritable communion des cœurs et des esprits autour des idéaux de paix, d'unité, de cohésion et du vivre ensemble que ne cesse de prôner S.E. Paul BIYA. Une leçon de patriotisme administrée à certains compatriotes égarés de la diaspora qui ont terni l'image du Cameroun ces derniers jours en Europe.

Mais l'on retiendra surtout que le président Paul Biya et son épouse, ont quitté Genève hier, après un séjour très controversé. Une bagarre a eu lieu dans l'hôtel Intercontinental, le 25 juin, puis six agents du président Paul Biya ont été condamnés par la justice genevoise pour avoir molesté un journaliste.

Certaines sources disent que la Berne a mis la pression pour que Paul Biya quitte la Suisse. Bien plus, le député suisse, Sylvain Thevoz a lancé le 29 juin 2019, une pétition pour exiger le départ de Paul Biya de la Confédération helvétique.

En trois jours seulement, cette pétition avait déjà récolté plus de 10. 000 signatures. Bien avant, le séjour de Paul et Chantal Biya avait déjà été sérieusement perturbé par les éléments de la Brigade Anti-Sardinards. (BAS). Ils avaient manifesté le 29 juin à Genève pour demander au président camerounais de retourner dans son pays. Un ultimatum de 04 jours lui avait d'ailleurs été donné pour s'exécuter